

# ***Déclaration de Projet n°1 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de PONCIN (Ain – 01)***

## **Modalités de l'enquête publique, mention des textes qui régissent l'enquête publique**

---

### **MAITRE D'OUVRAGE :**

Mairie de PONCIN  
1 place Xavier Bichat  
01450 PONCIN

**OBJET DE L'ENQUETE** : Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU de Poncin.

### **Code de l'urbanisme**

### **Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU**

#### **Article L. 300-6 :**

L'Etat et ses établissements publics, **les collectivités territoriales** et leurs groupements **peuvent, après enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, **se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction.** Les articles L. 143-44 à L. 143-50 et **L. 153-54 à L. 153-59 sont applicables** sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat, elle peut procéder aux adaptations nécessaires du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer, du plan d'aménagement et de développement durables de Corse schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, d'une charte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-air-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes.

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer.

Lorsque les adaptations proposées portent sur le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer ou le plan d'aménagement et de développement durables de Corse, elles sont soumises pour avis, avant l'enquête publique, au conseil régional ou à l'Assemblée de Corse. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois. Cet avis est joint au dossier soumis à enquête publique. En cas d'avis défavorable, la déclaration de projet ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat.

Une déclaration de projet peut être prise par décision conjointe d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales et de l'Etat.

**Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale,** au sens de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

#### **Article L. 153-54 :**

Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, **d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :**

**1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;**

**2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint** de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

#### **Article L. 153-55 :**

**Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :**

**1°** Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

**2°** Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou **le maire dans les autres cas.**

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

#### **Article L. 153-56 :**

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

#### **Article L. 153-57 :**

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

- 1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;
- 2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

#### **Article L. 153-58 :**

**La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte** des avis qui ont été joints au dossier, **des observations du public et du rapport du commissaire** ou de la commission d'enquête est approuvée :

- 1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;
- 2° **Par la déclaration de projet** lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou **la commune** ;
- 3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;
- 4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

#### **Article L. 153-59 :**

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

### **Code de l'environnement**

#### **Article L123-1 :**

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

**Article L123-2 :**

« I. — Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption : [...]

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

**Article L123-3 :**

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

**Article L123-12 :**

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

La présente enquête publique intervient dans le déroulement de la procédure de Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de PONCIN. Par arrêté municipal en date du 19 décembre 2023, il a été décidé de mettre en œuvre une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin de permettre le projet de création d'une centrale photovoltaïque aux lieudits « Sur Autachet » et « Aux Combes ». Les objectifs sont les suivants :

La société FMG (Forces Motrices du Gelon), acteur majeur du secteur de l'hydroélectricité, souhaite développer une centrale photovoltaïque à cheval entre les lieux-dits « Aux Combes » et « Sur Autachet » sur la commune de Poncin. Le projet devrait se développer sur des terrains occupés par une ancienne décharge, des prairies pâturées et d'autres non, sur une superficie cadastrale totale d'environ 5,26 ha, à flanc de coteau et à proximité immédiate de l'autoroute A40 Genève-Mâcon.

Le projet consistera en l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol, dont les tables seront légèrement surélevées afin de permettre l'élevage, dans la continuité de ce qu'il se fait aujourd'hui sur le site. Une évolution du Plan Local d'Urbanisme de Poncin est nécessaire afin de permettre la réalisation de ce projet.

Le projet de centrale photovoltaïque revêt un caractère d'intérêt général puisqu'il répond aux différents objectifs territoriaux de développement des énergies renouvelables, fixés notamment par l'Union Européenne, l'État, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le SCoT Bugey – Côtière – Plaine de l'Ain. Tous ces échelons ont pour vocation d'augmenter la production d'énergie « verte » en se basant sur les accords de Paris et l'urgence de trouver des solutions décarbonées locales face au changement climatique et à la demande toujours croissante en électricité. D'autre part, en s'implantant sur une ancienne décharge, le projet participe à la réappropriation d'un ancien espace industriel aujourd'hui abandonné et donc à une meilleure gestion du site et des polluants potentiels qui y seraient toujours présents.

Au regard de l'analyse de compatibilité des pièces du PLU avec le projet de création d'une centrale photovoltaïque, des évolutions des dispositions réglementaires sont nécessaires. Ces évolutions intègrent également des réponses aux enjeux territoriaux identifiés sur le site issu du diagnostic des enjeux territoriaux. Il s'agit ainsi de permettre le projet tout en garantissant sa bonne intégration territoriale. Ces évolutions concernent l'installation d'une centrale photovoltaïque contrainte dans les zones A et N, voire interdite dans la zone Nd encadrant le périmètre du projet. La procédure de mise en compatibilité ne pouvant être réalisée que dans le périmètre de la déclaration de projet, les modifications à apporter ne peuvent s'appliquer à l'ensemble de ces zones qui dépassent les limites du projet. Ainsi, les modifications à apporter sont les suivantes :

- Rajout d'une précision des équipements collectifs à développement dans le PADD, mentionnant la possibilité d'implanter des installations produisant des énergies renouvelables ;
- Création d'un sous-secteur Npv dans les limites de la déclaration de projet avec des règles spécifiques et dérogations permettant d'implanter un tel projet, tout en maintenant des garanties assurant que le projet prendra en compte les enjeux territoriaux notamment environnementaux, dans la logique de la séquence Eviter, Réduire, Compenser (ERC) ;
- Ajout d'une prescription graphique de linéaires végétaux à préserver le long des limites de la future centrale.

Le dossier de déclaration de projet a fait l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées en date du 23 octobre 2025. Le procès-verbal de cet examen-conjoint est joint au dossier d'enquête publique. Le dossier a également fait l'objet d'une évaluation environnementale.